

Lectures d'afkar/idées



IEMed Mediterranean Yearbook 2023. Institut européen de la Méditerranée, Barcelone, 2023
491 p.

La Méditerranée est l'une des principales régions du monde, en raison de son importance historique, sociale, économique et politique. C'est un lieu de rencontre entre différents peuples et cultures, qui reflète les changements constants qui se produisent sur la scène internationale. L'histoire récente des XX^{ème} et XXI^{ème} siècles est un bon miroir de toutes les dynamiques qui façonnent l'environnement du bassin méditerranéen.

Depuis 2003, l'*IEMed Mediterranean Yearbook* rend compte de toutes les transformations de la région. Un recueil de travaux et de collaborations entre chercheurs et experts de différents centres et pays, qui ont permis de construire un récit précis du passé et du présent de la Méditerranée, mais aussi de dessiner l'horizon le plus immédiat. Une manière idéale de connaître les réalités des deux rives.

L'édition de l'*IEMed Mediterranean Yearbook 2023*, publié par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed), s'inscrit dans la continuité de ce travail. Cette recherche collective poursuit trois objectifs : examiner les principales vicissitudes qui marquent la sphère

politique et sociale de la région ; analyser les acteurs les plus pertinents de la sphère méditerranéenne ; et, enfin, discuter des scénarios possibles à court et à moyen terme.

L'espace euroméditerranéen célèbre un anniversaire particulier en 2023, le 15^{ème} anniversaire de la création de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Cette institution intergouvernementale, promue au sein de l'Union européenne (UE), a pour vocation la coopération entre les États d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Un espace de dialogue plus que nécessaire en ces temps de crise et d'incertitude.

L'*IEMed Mediterranean Yearbook 2023* présente quatre grands axes de recherche : tout d'abord, la présence croissante de la Chine dans la région ; deuxièmement, la question complexe des flux migratoires ; troisièmement, la révolution technologique et énergétique dans les différents territoires de la région ; et finalement, les crises économiques, financières et politiques, qui secouent d'importantes parties de la Méditerranée.

L'annuaire de l'IEMed contient deux autres sections, tout aussi intéressantes. D'une part, un dossier détaillé qui étudie les ramifications et l'impact de la guerre en Ukraine, un conflit qui perturbe gravement la stabilité régionale. D'autre part, un aperçu général des différents pays, ainsi que des questions fondamentales telles que la sécurité, l'économie et la culture.

Le récit qui sous-tend l'*IEMed Mediterranean Yearbook 2023* est très clair : les transformations de l'ordre international, leur impact sur la région méditerranéenne et les problèmes qui lui sont propres. Le monde connaît un processus intense de redéfinition, qui a des répercussions dans tous les domaines et sphères des relations internationales, y compris dans l'espace euroméditerranéen, qui connaît lui aussi un certain nombre de vicissitudes.

L'un des principaux changements au niveau mondial est la montée en puissance politique et économique de la Chine, qui a de sérieuses répercussions dans la région méditerranéenne. Les intérêts commerciaux de la Chine sont inscrits dans ce que l'on appelle la

Nouvelle route de la soie, qui canalise les investissements asiatiques dans des secteurs clés de la région. Toutefois, l'influence de Pékin se fait de plus en plus sentir dans d'autres domaines tels que la sécurité.

Le deuxième changement notable sur l'échiquier international est la révolution technologique et la transition énergétique, en l'occurrence avec l'émergence de l'hydrogène vert. Ces deux dynamiques offrent à l'espace euroméditerranéen de nombreuses opportunités de développement et de coopération dans l'ensemble de la région, mais aussi tout autant de défis en termes de rivalités entre pays, ainsi qu'un fossé grandissant sur les deux rives.

Dans les conjonctures qui définissent l'agenda régional, la migration est un aspect fondamental pour comprendre les relations entre les États européens et leurs partenaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. La perspective des membres de l'UE est dominée par des mesures sécuritaires, qui tentent de transférer la responsabilité de la gestion des migrations et du contrôle des frontières à des pays tiers, même si cette stratégie est déficiente.

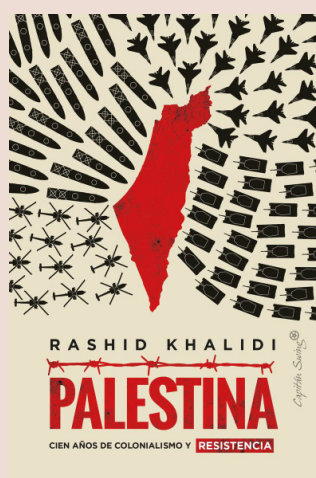
L'espace euroméditerranéen est également confronté à deux autres questions centrales qui conditionnent les relations entre le nord et le sud. D'une part, les mouvements d'extrême droite dans la politique européenne, qui projettent une vision plus coercitive vers la frange méridionale. D'autre part, les graves problèmes financiers et économiques qui frappent divers pays arabes et qui ont un impact sur leurs possibilités de développement durable.

L'incertitude dans la région méditerranéenne est exacerbée par la guerre en Ukraine, dont les effets sont divers : d'une part, la préoccupation croissante des gouvernements en matière de sécurité et de défense ; d'autre part, les répercussions économiques de la crise énergétique. À cela s'ajoute la disparité des positionnements politiques entre les membres de l'UE et les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Les analyses de l'*IEMed Mediterranean Yearbook 2023* nous laissent un sentiment paradoxal. La perception que les problèmes

de la région sont nombreux et complexes, mais qu'il est nécessaire de renforcer les canaux de dialogue et de coopération. La Méditerranée doit être considérée comme une mer qui unit les peuples, et non comme une mer qui les sépare et les confronte. Les énormes défis dans l'espace méditerranéen ne pourront être surmontés que de manière conjointe et sincère.

— David Hernández Martínez,
professeur de Relations
internationales, Université
Complutense de Madrid



Palestina. Cien años de colonialismo y resistencia.
Rashid Khalidi, Capitán Swing,
Madrid, 2023
400 p.

Le dernier ouvrage de l'historien et écrivain américain d'origine palestinienne Rashid Khalidi vous saisit, car il s'agit d'un livre différent. Il ne s'agit pas d'un ouvrage académique, mais d'un récit à la première personne, basé sur les histoires familiales et personnelles de l'auteur : ce qu'il a vu et vécu, ce que ses aïeux lui ont raconté, et les événements dans lesquels il a été personnellement impliqué, tels que les négociations de « paix » compliquées et infructueuses à Madrid et à Washington entre 1991 et 1993.

La thèse du livre soutient que le peuple palestinien est l'objet d'une guerre coloniale (et plus précisément d'une guerre de substitution de

la population autochtone par des colons), menée depuis plus d'un siècle avec le soutien des principales puissances mondiales. Le livre s'articule autour des « déclarations de guerre » successives qui ont permis aux colons juifs, d'abord avec le soutien de la Grande-Bretagne puis des États-Unis, de coloniser la Palestine pour créer et consolider l'État d'Israël : la Déclaration Balfour en 1917, le plan de partage de l'ONU en 1947, la résolution 242 du Conseil de sécurité après la guerre des Six-jours en 1967, l'invasion israélienne du Liban en 1982, les accords d'Oslo en 1993 et la visite du leader du Likoud, Ariel Sharon, sur l'Esplanade des Mosquées en 2000, qui a déclenché la seconde Intifada.

Des années 1960 à 1983, Khalidi a vécu principalement à Beyrouth, où sont nés ses trois enfants. Dans son livre, il raconte comment lui et son frère ont vu les fusées éclairantes de l'armée israélienne illuminer les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, tandis que la phalange libanaise massacrait leur population, et comment ils ont fui le pays avec leur famille, en passant par la Syrie pour retourner aux États-Unis après l'occupation israélienne du Liban.

Khalidi, titulaire de la chaire Edward Said d'études arabes à l'Université de Columbia et rédacteur en chef du *Journal of Palestine Studies*, propose un autre cadre d'analyse : il ne s'agit pas d'un conflit entre Israéliens et Palestiniens, comparable à d'autres mouvements de libération nationale d'un peuple opprimé contre un État oppresseur, mais d'un conflit portant sur un projet colonial stratégique pour les grandes puissances. L'histoire contemporaine de la Palestine est, résume-t-il, « une guerre coloniale menée par diverses forces contre la population indigène, pour la forcer à céder sa patrie à un autre peuple, contre sa volonté ».

Dans ce livre, la révision de l'histoire du colonialisme se conjugue avec celle de l'histoire de la résistance. Une résistance caractéristique de tous les peuples colonisés du monde et que, comme le montre l'auteur, les pères du sionisme considéraient déjà comme certaine avant même de commencer. Une résistance qui n'est pas exempte d'erreurs,

de contradictions, de leaderships, qui cherchent leur survie en tant qu'appareils au-dessus des intérêts du peuple qu'ils prétendent représenter. La figure de Yasser Arafat occupe une place importante dans les derniers chapitres du livre, et ce n'est pas à son honneur. L'ouvrage comprend également un aperçu exhaustif des actions des régimes arabes qui prétendent soutenir les Palestiniens, mais qui, en réalité, ne les aident guère, voire sapent leur lutte.

Pourtant, la résistance palestinienne a perduré, aidée par ce que Khalidi appelle la loi des conséquences non désirées : l'écrasement de l'Égypte par Israël en 1967 a donné naissance à l'Organisation de libération de la Palestine, tandis que l'invasion du Liban en 1982 a déclenché l'Intifada de 1987. Par ses actions musclées, Israël a involontairement ressuscité la résistance palestinienne.

Khalidi résume ainsi l'histoire contemporaine du peuple palestinien : « C'est un fait que, comme toutes les populations autochtones confrontées à des guerres coloniales, les Palestiniens ont dû faire face à des difficultés décourageantes et parfois insurmontables. Il est également vrai qu'ils ont subi des défaites répétées et qu'ils ont parfois été divisés et mal dirigés. Cela ne signifie pas que les Palestiniens n'auraient pas pu, à certaines occasions, surmonter ces difficultés avec succès et qu'ils n'auraient pas pu, à d'autres occasions, prendre de meilleures décisions. Mais nous ne pouvons pas ignorer les formidables forces internationales et impériales déployées contre eux – dont l'ampleur a souvent été dédaignée – et en dépit desquelles ils ont fait preuve d'une extraordinaire résilience ».

Et parmi ces « formidables forces internationales », il ne faut pas oublier l'Union européenne et ses États membres. La position de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, face à l'agression israélienne contre Gaza, l'a rappelé une fois de plus, en soutenant sans équivoque « le droit d'Israël à se défendre ».

— Cristina Mas, journaliste, journal
ARA



La encrucijada entre la radicalización y la desradicalización. Teorías, herramientas y aspectos aplicados. Roberto M. Lobato, Josep García Coll. Catarata, Madrid, 2022 224 p.

Existe-t-il une définition communément acceptée du concept de radicalisation ? Quelles sont les caractéristiques des processus de radicalisation ? Et, plus important encore, comment combattre ce phénomène ? Telles sont quelques-unes des questions que Roberto M. Lobato et Josep García Coll abordent dans leur ouvrage.

Dans un langage clair et concis, ce livre présente les principales théories sur les processus de radicalisation violente, ainsi que les théories liées aux stratégies de lutte contre ce phénomène. Le défi que se sont lancés les auteurs est considérable : traduire les contributions académiques de ce domaine en développement dans un langage compréhensible, pour un large éventail d'acteurs impliqués dans la lutte contre la radicalisation violente : universitaires, administrations publiques, forces de l'ordre, décideurs politiques, journalistes, acteurs de la société civile et autres.

Quelques années après la grande mobilisation djihadiste qui a secoué l'Europe, ce livre est indispensable face à un phénomène en constante évolution. La mobilisation internationale suite à la guerre en Syrie (combattants étrangers), l'émergence d'entités proto-étatiques en Afrique et au Moyen-Orient, la vague d'attentats djihadistes sur le territoire européen ainsi que la

transnationalisation des extrémismes de droite font que les théories développées au début des années 2000 ne suffisent plus à comprendre les derniers développements dans ce domaine.

Dans ce contexte, les huit chapitres qui composent le livre couvrent trois thèmes généraux : la radicalisation violente, les stratégies pour aborder les processus de radicalisation et les programmes et initiatives existants, en particulier dans le contexte européen. Tout d'abord, les auteurs exposent les principales théories liées aux processus de radicalisation, en mettant l'accent sur les contributions scientifiques dans le domaine de la psychologie et sur les processus de radicalisation qui se produisent dans le contexte carcéral. Dans leur examen de la littérature, ils présentent non seulement les avantages et les inconvénients de ces théories, mais remettent également en question un certain nombre d'idées préconçues sur les processus de radicalisation en prison. Par exemple, ils soulignent les motivations non idéologiques qui peuvent expliquer la radicalisation d'un détenu et remettent en question les affirmations selon lesquelles les prisons agissent comme des incubateurs de radicalisation.

Sur la base de ces considérations théoriques, Roberto M. Lobato et Josep García Coll explorent les implications pratiques de ces questions. Face aux dilemmes posés par la détention de personnes pour radicalisation violente, tels que la dispersion *versus* la concentration des détenus radicalisés, ils examinent divers modèles et pratiques liés au traitement des prisonniers reconnus coupables d'activités terroristes. L'analyse des mesures existantes ne se limite pas au terrorisme djihadiste, mais inclut d'autres idéologies (par exemple l'IRA, l'ETA). Ainsi, le lecteur dispose de différents points de référence qui lui permettent d'évaluer les avantages et les inconvénients de chaque modèle de traitement. Par ailleurs, le troisième chapitre se concentre sur un défi contemporain majeur pour plusieurs pays européens : la question de la réinsertion des détenus dans la société.

Dans ce dialogue entre théorie et pratique, une conclusion en ressort :

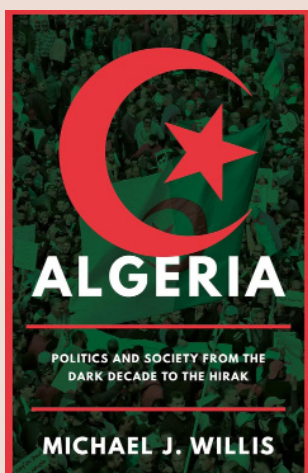
au vu de la diversification des profils des individus radicalisés, il est impossible d'opter pour des solutions *one size fits all*. Les implications de cette conclusion sont claires : pour aborder la radicalisation violente, il est nécessaire de déployer des stratégies *ad hoc*, c'est-à-dire des stratégies adaptées au contexte et impliquant divers acteurs pertinents, des forces de l'ordre à l'administration publique, et même des organisations non gouvernementales si nécessaire. C'est pourquoi la dernière partie de cet ouvrage se penche sur trois questions fondamentales : Comment évaluer le risque posé par un individu radicalisé ? Quelles stratégies existe-t-il pour arrêter ou inverser un processus de radicalisation ? Comment s'assurer qu'une personne puisse réduire son engagement idéologique (radicalisation cognitive) ou physique (radicalisation comportementale) en faveur d'une idéologie extrémiste violente ?

Les réponses apportées par les auteurs combinent des contributions théoriques et d'expériences pratiques. Le quatrième chapitre examine pas moins de 18 modèles de gestion des risques développés dans différents pays européens, en mettant en évidence les facteurs de radicalisation que chacun inclut et en soulignant les dimensions qu'ils n'incluent pas. En ce sens, il aurait peut-être été plus cohérent que le chapitre suivant, plus théorique et axé sur les stratégies de déradicalisation et de désengagement, apparaisse plus tôt afin de mieux comprendre les aspects de chacun des modèles qui doivent être améliorés. De fait, les chapitres suivants suivent cette logique : le sixième établit une typologie des différents programmes de sortie, tandis que le septième explore la variété de programmes, d'interventions et d'initiatives qui existent dans ce domaine. Enfin, le dernier chapitre se penche sur la gestion du personnel et des ressources de formation en vue de faire face aux processus de radicalisation.

Le lecteur pourrait regretter un avis plus explicite sur les théories et les initiatives qui semblent les plus appropriées ou les plus efficaces aux yeux des auteurs. À moins de considérer ce livre pour ce qu'il est

une véritable boussole tant pour la communauté scientifique que pour tous les acteurs impliqués dans ce domaine, désireux, comme les auteurs, de fonder leurs stratégies de prévention de la radicalisation violente sur des preuves scientifiques.

— *Moussa Bourekba-chercheur principal-CIDOB*



Algeria. Politics and Society from the Dark Decade to the Hirak. Michael J. Willis, C. Hurst & Co. Publishers Ltd., Londres, 2022 320 p.

L'Algérie a occupé peu d'espaces dans la pensée « occidentale ». Les exceptions se sont plutôt concentrées en France, son ancienne métropole, où l'État algérien continue d'être étudié en relation avec l'épisode colonial. Le manque apparent d'intérêt pour l'Algérie et la difficulté à écouter des voix algériennes en dehors de ses frontières ont facilité l'acceptation d'une façon unique de penser cet État. Cette confluence a brouillé les réalités politiques algériennes, générant des cadres d'incompréhension qui empêchent l'identification et la déconstruction des récits qui façonnent ces « réalités » de part et d'autre de la Méditerranée.

Algeria. Politics and Society from the Dark Decade to the Hirak est né d'une désapprobation du cadre de compréhension dominant, ainsi que d'une volonté de penser l'Algérie contemporaine dans ses propres termes. Cet objectif est atteint grâce à un travail de terrain approfondi

et exhaustif en Algérie, qui permet d'identifier et de situer au centre de l'analyse des voix et des catégories politiques « nationales ». Ces catégories permettent d'écarter des conceptions encore largement acceptées dans la sphère académique hégémonique, comme l'idée de concevoir l'État comme un acteur unitaire. L'abandon de ce postulat explique la structure et le contenu des huit chapitres qui composent le livre, où « le politique » est abordé à différentes échelles.

À partir de l'étude des dites élites politiques, au moins trois grands groupes de pouvoir sont identifiés : la présidence, l'armée et les services de renseignement. Cette identification donne lieu à une étude détaillée de chacun de ces acteurs, en les distinguant par leur nature, mais aussi par leur propre composition interne. L'analyse de l'armée, par exemple, montre qu'elle est loin d'être un acteur unitaire. L'honnêteté dont fait preuve Michael J. Willis, permet de comprendre que les différentes factions internes sont aussi nombreuses qu'inconnues, si bien qu'il est impossible de savoir exactement de quoi l'on parle lorsqu'on évoque l'armée algérienne. Cette question est d'autant plus pertinente que « l'armée » est l'acteur politique prédominant en Algérie. Après l'analyse individuelle de ces acteurs, une réflexion est menée sur leur interaction dans le domaine de la politique formelle. Le recours à l'histoire permet de comprendre le degré de concurrence entre les acteurs, toujours limité par leur volonté de maintenir le *statu quo*.

Face aux élites se trouvent les autres acteurs algériens, des partis politiques (légalisés ou non selon la période observée) à la société civile, acteurs dont les manières d'habiter « le politique » ont été conditionnées par le régime répressif dans lequel ils ont été encadrés. En vivant en Algérie, l'auteur a réussi à éviter les rhétoriques centrées sur le succès ou l'échec des mobilisations et des formes d'organisation politique de la société civile algérienne. Au contraire, il propose une chronologie et une étude des manifestations populaires – depuis 2000 – qui met en évidence le courage et la créativité de ces réponses. Cet exercice permet

de réfuter le discours largement répandu selon lequel il n'y aurait pas eu de manifestations en Algérie dans le cadre des révolutions de 2011. Et ce n'est pas tout : la connaissance du récit interne révèle la perception algérienne des *printemps arabes* dans la région, considérés comme un écho tardif des protestations qui ont eu lieu en Algérie, dans les années 1980.

L'examen des différents acteurs qui composent l'État algérien révèle ce qui les différencie, mais aussi ce qui leur est commun jusqu'à présent. Ce qu'ils ont en commun, c'est avant tout l'origine d'une grande partie de leurs perceptions et de leurs sources de légitimité : la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962). La lutte de libération nationale, 60 ans plus tard, continue de structurer les discours du tissu algérien. Ce qui est contesté, d'un côté comme de l'autre, ce n'est pas la substance du récit, mais son contrôle. Le récit des élites tend à situer ces groupes de pouvoir comme les « héritiers » de la révolution, justifiant ainsi leurs décisions politiques, aussi bien sur le plan interne qu'externe. Les récits de la société civile positionnent le « peuple » comme le seul héros de la révolution, exigeant ainsi la reconnaissance de son agence. Le décalage entre les nouvelles générations (dans une population qui compte un nombre élevé de jeunes) et l'expérience qui continue à marquer l'essentiel des réalités politiques algériennes semblent cependant bousculer ce qui a été accepté et/ou contesté jusqu'à présent.

La nature rigoureuse et exceptionnelle du travail effectué par le professeur et chercheur Willis répond à son engagement honnête vis-à-vis de l'objet d'étude et de la production de connaissances elle-même. La reconnaissance initiale de ses limites – penser un État qui n'est pas le sien – et la décision de s'aventurer dans l'incertitude (sans recourir à des catégories rebattues mais acceptées) nous invitent à une autre façon de faire et de penser. Peut-être à sortir du chemin pour marcher.

— *Alicia Olmo Gómez, chercheuse pré-doctorale FPU au département des Études arabes et islamiques de l'Université autonome de Madrid*